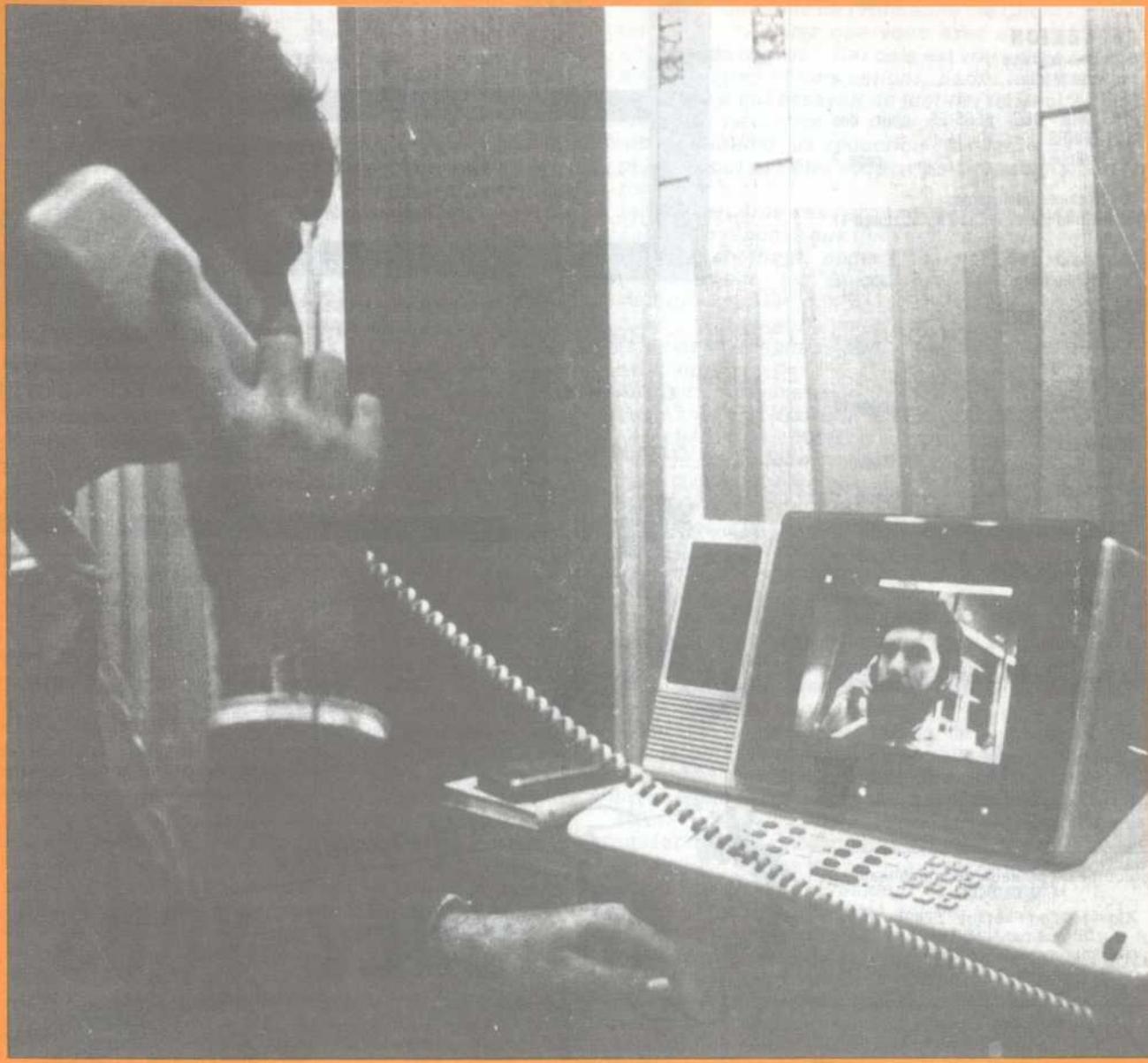


# LA RELEVÉVE

## Grande

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



**Des machines intelligentes ...** (Voir page 11)

M 1669 - 861 - 10,00 F



3791669010000 08610



## SOMMAIRE



### ACTUALITE

Editorial :  
L'été est fini  
par André Prime.....page 3

La dérive de l'actualité soviétique  
par Henri Muller.....page 9

Des chiffres.....page 12

### REFLEXION

Economie politique  
par René Marlin.....4

PRENDRE DES VESSIES pour des  
LANTERNES  
Par Philippe.....page 7

Des machines intelligentes  
Par T. Lafronde.....page 11

L'abondance  
Par A. Chantraine.....page 12

### TRIBUNE LIBRE

le fédéralisme.....page 8

Vers le partage de l'abondance  
par C. Chillard.....page 13

### INITIATIVE

L'impossible plein-emploi  
par A. Liaume.....page 10

### COURRIER.....page 10

### RESUME DE NOS THESES.....page 15

### La B.D. : PAS DE PANIQUE.....page 16



## UNE BROCHURE A FAIRE LIRE

### L'ECONOMIE LIBEREE :

Par M.L. Duboin  
En vente par correspondance  
au journal, 20 F pièce, franco.

Résumant et actualisant nos thèses,  
60 pages de nombreux graphiques,  
et très faciles à lire. Un outil  
de travail simple, court, efficace,  
facile à utiliser.

ET POUR VOTRE  
REFLEXION PERSONNELLE  
à commander, également  
à la Grande Relève :



### LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

par M.L. Duboin  
Se lit comme un roman et fait  
comprendre les mécanismes  
de l'économie actuelle et ceux  
d'une économie alternative,  
l'économie distributive  
expliquée dans les détails.

KOU L'AHURI  
LES YEUX OUVERTS  
par Jacques Duboin  
Deux rééditions récentes  
toujours d'actualité.  
60 F chacune franco



### LIBRAIRIES VENDANT « LA GRANDE RELÈVE »

- « LA LIBRE PENSÉE »  
10, rue des Fossés-St-Jacques  
75005 PARIS
- « PARALLÈLES à »  
47, rue Saint-Honoré 75001 Paris

Achetez vos livres et revues dans les  
librairies vendant la Grande Relève.

La Directrice propriétaire de la publication  
M.-L. DUBOIN

Commission Paritaire : 57434  
Diffusé par N.M.P.P.  
Imprimerie GASCHET  
284, bd Voltaire 75011 Paris



le jeudi matin  
16 (1) 30.71.58.04

C'est le moment !

# ABONNEZ VOUS !

### TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France ..... 80,00 FF  
Soutien ..... 120,00 FF  
Etranger ..... 105,00 FF  
Règlements par chèques pos-  
taux : au C.C.P. « La Grande  
Relève » n° 13 402.39 M Paris.  
Les règlements par mandat  
ou chèque bancaire doivent  
être à l'ordre de :  
**LA GRANDE RELÈVE**  
BP 108 - 78110 LE VÉSINET

Nous acceptons toute somme  
inférieure à ce tarif de la part  
des lecteurs qui ne peuvent  
faire plus. Ce journal ne survit  
que grâce à la souscription  
permanente « POUR QUE VIVE  
LA GRANDE RELÈVE ».

## L'ETE EST FINI

par André PRIME

**L'**ALLEMAGNE avait donné le "la", les élections législatives avaient reconduit sans grand problème le Chancelier Kohl, et donc la droite, au pouvoir. L'inflation était très faible, la balance commerciale très excédentaire, des syndicats puissants obtenaient des réductions d'horaires de travail sans diminution de pouvoir d'achat ; bref, chômage mis à part — à peu près stabilisé, — le capitalisme, "l'économie libérale" semblaient faire le bonheur de la plus grande partie de la population. Alors, quelles raisons de voter pour les sociaux démocrates ? Pour qu'ils réduisent sérieusement le chômage ? Nul n'y croit plus...

Toutes les élections législatives depuis le début de l'année ont suivi le même chemin. L'Angleterre a pour la troisième fois donné sa confiance à la "dame de fer", la plus fidèle partenaire du système économique et social de l'Amérique de Reagan. N'oublions pas que déjà, lors des précédentes élections, aussitôt après la guerre des Malouines, 50 % des chômeurs avaient voté Thatcher. Alors, pourquoi se gêner dans la poursuite de la privatisation de l'économie, quitte à vendre des parcs entiers, comme l'automobile, aux Japonais ?

Au Portugal, la révolution des œillets est bien oubliée, son principal animateur en prison. Et si un "socialiste" est Président de la République, c'est la droite qui règne.

En Italie, même le tout-puissant parti communiste a perdu des points, passant nettement en-dessous de la barre des 30 %. Au Danemark, la droite est également reconduite. En Argentine, les péronistes "tiennent" désormais Alfonsín, lequel avait déjà dû faire beaucoup de concessions aux militaires qui relèvent la tête ; et la justice pour les victimes du temps de leur dictature est bien ébréchée.

En résumé, les forces d'une droite souvent dure quand elle n'est pas dictatoriale règnent sur le monde.

L'été semble bien fini. Reviendra-t-il en son temps ? C'est ce qu'envers et contre tout peut et doit espérer un partisan convaincu de l'économie distributive.

Et la France, qui suscita tant d'espoirs en 1981 ? Même si c'est officieusement, à coup de "petites phrases" — qui semblent décidément remplacer les arguments dans les discours de nos leaders politiques —, la campagne présidentielle est bien lancée. L'enjeu est d'importance. Quand on voit ce qu'a fait la droite depuis mars 1986 : rouages financiers, industriels, médiatiques aux mains des petits copains notamment RPR, au point que les "200 familles" d'avant-guerre sont considérées comme réduites à moins de 10 %, atteintes aux droits acquis, sécurité sociale, grève, etc... on imagine aisément ce qui se passerait si elle régnait en maître en 1988, c'est-à-dire si le Président et la Chambre étaient de droite.

En ce qui concerne un problème pour nous essentiel, le chômage, la droite a achevé de le banaliser. Dans ses promesses électorales, avant Mars 1986, elle jurait de le réduire, de le "combattre". Or peu après, Séguin lançait son fameux : "2 500 000 chômeurs, chiffre irréductible".

Et les Socialistes ?

En dehors de leurs bagarres internes pour la "candidature à la Candidature", où notamment Rocard se distingue par son ambition forcenée — celle de sa dernière chance et non, hélas, celle du Socialisme —, qu'offrent les Socialistes au peuple français, "après leur expérience du pouvoir" comme ils disent avec insistance ?

Je crois que, pour l'essentiel, il suffit de se référer à la prestation de Jospin à "l'Heure de Vérité" du 7 octobre.

Malgré son nouveau look (de nos jours, ça semble plus important que les problèmes de fond), il ne fut guère convaincant, une langue de bois, comme tous les autres. Le sondage instantané, pour discutable qu'il soit, le lui fit bien savoir (1).

La question la plus embarrassante, la plus simple en fait, vint de C. Cabanne de l'Humanité : le Chômage, avec cette réflexion : "Avouez que vous avez abandonné l'idée de changer de régime". Car cela est vrai : dans tous leurs derniers congrès et conventions, parmi les leaders socialistes, c'est à qui essayait de justifier les limites du changement par l'exercice du pouvoir, la crise "internationale" incontournable ; la réduction très lente du chômage ne peut surtout pas être acquise par la réduction du temps de travail.

Ce sont en gros ces "arguments", ces raisons qu'évoqua Jospin en réponse aux questions des journalistes ; un Jospin peu combatif, comme résigné. Les privatisations ? Pratiquement, les Socialistes ne reviendront pas là-dessus. Ah, par contre, ils s'attaqueront aux "noyaux durs". "Comment", interroge d'un air faussement naïf Duhamel ? Jospin se perd dans des généralités peu convaincantes.

Et pour couronner le tout, voilà qu'il relance l'investissement cher à M. Barre. C'est grave : décidément, les Socialistes n'ont rien compris au problème fondamental de la société capitaliste. 1 700 000 chômeurs à leur arrivée en 1981, 2 500 000 en mars 1986 malgré les Tuys, la retraite à 60 ans, les camouflages "formation", 3 millions fin 1987 ; et tout cela sans que la production diminue.

Alors qu'espérer ?

Peut-être, au minimum, que la gauche, même en gérant au mieux l'économie capitaliste, soit obligée de freiner les mesures antisociales ; encore, ne faut-il pas oublier que c'est elle qui a fait ce que la droite n'avait pas osé faire par crainte de perdre les élections : bloquer les salaires tout en laissant "s'opérer la vérité des prix"... lesquels bien sûr ne cessèrent d'augmenter.

Avant de conclure, signalons ce paradoxe : on risque d'avoir un Président de la République "Socialiste", si Mitterrand se représente, et une Chambre de droite. Des élections législatives nouvelles se dérouleraient en effet au scrutin majoritaire à 2 tours et, avec le "charcutage" savant opéré par Pasqua, la droite a de fortes chances de les gagner, même après que les Français aient élu, à la proportionnelle, un Président de "gauche".

Oui, en France aussi, l'été est fini.

Pourtant, sur un autre plan, celui de la paix, il y a tout de même des raisons de se réjouir ; le projet de désarmement nucléaire — partiel mais important — proposé par Gorbatchev et probablement bientôt signé avec les USA. Côté Reagan, ne nous y trompons pas ; après l'Irangate, il a besoin d'un grand coup pour sortir de la Maison Blanche moins honteusement que Nixon. Et surtout, les USA, après la désastreuse gestion économique de l'ère Reagan, ont besoin de dégager des crédits pour la Guerre des étoiles. Donc prudence.

Néanmoins, côté désarmement, si ce n'est pas l'été, c'est peut-être le début du printemps.

(1) Plus de 60 % des Français ne souhaitent pas voir les socialistes "venir aux affaires"... bien que la cote de F. Mitterrand caracole autour de 55 %. Et 67 % des patrons se diraient satisfaits de la gestion socialiste (on les comprend !). Curieux Français...

**L**ES enseignements secondaires et supérieurs ne se conçoivent plus, de nos jours, sans l'étude de la science ou des sciences économiques. Une section spéciale leur est principalement réservée. Plusieurs baccalauréats leur sont consacrés ainsi que de nombreux concours et diplômes universitaires. Des chaires leur sont vouées et des chercheurs réputés se passionnent pour elles dans le monde entier. Et pourtant il n'est pas interdit de se demander s'il s'agit de sciences ou d'une science? L'hésitation sur l'emploi du pluriel ou du singulier est déjà révélatrice. La question pourra paraître saugrenue et primaire. Nous la poserons néanmoins, n'ayant pas l'habitude, dans cette revue, de nous incliner devant ce genre de tabou.

Les sciences, en général, ont acquis un tel prestige, depuis l'énorme mutation qu'elles ont impulsée dans la société du vingtième siècle, que les hommes de communication n'ont pas manqué d'utiliser cette influence sur l'opinion. Comment résister à l'attrait d'une lessive ou d'une crème de beauté mises au point à l'aide de méthodes scientifiques? Les sondages dont on connaît les à-peu-près prétendent y accéder. Les champions sportifs sélectionnés puis préparés, dès leur plus jeune âge, par des moyens pseudo-scientifiques sont entraînés de la même manière. Les disciplines de l'homme: psychologie, sociologie, ethnologie, médecine, histoire, géographie, etc... sont reconnues pêle-mêle comme des sciences. Quelques scrupuleux essaient bien, de temps en temps, de résister en distinguant les sciences exactes et les autres, de celles qui n'en sont pas du tout. Mais le flot dévastateur analogue à celui qui entraîne la dépréciation de tous les mots chocs, à cause de la surenchère permanente exercée par les plus dominateurs, les emporte bien vite. Pourquoi résister à l'inflation généralisée du vocabulaire plus qu'à celle de la monnaie?

Le lecteur pensera peut-être qu'il s'agit d'une vaine querelle et d'une discussion subalterne ou superflue. Et pourtant cette question n'est pas indifférente comme nous allons le voir.

Dans une controverse, les interlocuteurs, après avoir cité des faits en viennent forcément à s'opposer des arguments indiscutables. La rigueur scientifique est l'un de ceux-là, lorsqu'elle se réfère à des expériences ou à des hommes qui ont reçu son label. Nous avons montré à plusieurs reprises combien les économistes se sont trompés dans leurs projections, même à court terme. Or, ils cherchent à se prévaloir de la science pour justifier ce qui n'est que leurs croyances personnelles. Cette confusion volontaire se retrouve dans les discussions de tous les jours qui, dans leur globalité, forment l'opinion générale. Voilà une première raison de la question que nous tentons de traiter.

Personne ne prétendra que nous sommes en présence de sciences pures ou exactes comme les mathématiques ou la physique. Mais si, selon la définition du Larousse encyclopédique, la science est un ensemble cohérent de connaissances relatives à certaines catégories de faits, d'objets ou de phénomènes, les adeptes des sciences économiques devraient être en mesure, étant données certaines prémices, d'en annoncer le résultat probable. Il n'en est rien. Même juste avant ces événements, ils ont été, non pas en minorité, ni en majorité, mais en totalité incapables de prévoir les soubresauts du prix du pétrole et d'évaluer les réserves exploitables. Après presque soixante années passées, l'essentiel des causes profondes du krach de 1929 leur échappe toujours, effrayés qu'ils sont par le retour possible des mêmes effets, peut-être encore plus graves, produits par les mêmes causes. Est-ce là une attitude scientifique?

D'immenses gaspillages ont été provoqués par des augmentations de prix imprévues. Dans les années qui ont précédé 1973, les compagnies maritimes spécialisées dans l'acheminement du pétrole s'étaient équipées de navires en fonction de l'accroissement prévu du transport. Les consommateurs ayant réagi à la hausse des coûts par une recherche d'économies et de sources d'éner-

gie de substitution, une baisse considérable du trafic a déjoué tous les projets. Plusieurs millions de tonnes de bateaux sont devenus inutiles et encombrant encore aujourd'hui les eaux grecques en attente d'une reprise hypothétique ou du casseur.

Non seulement les échanges, mais toutes les prévisions de production, donc les investissements et les études de marché sont perturbés par les variations erratiques des cours des monnaies, et spécialement du dollar qui reste la base de nombreux contrats internationaux. En vue de permettre des échanges équilibrés, les cours des monnaies entre elles devraient être basés, non sur le jeu, mais sur des indices représentatifs des prix à la consommation, par exemple. C'est ce que les spécialistes nomment P.P.A.: Parité du Pouvoir d'Achat. Nous en sommes loin et des variations incontrôlables sont constatées, le plus souvent au détriment des producteurs, et, surtout des consommateurs et des contribuables (1).

Imprévisions, crises, alternances de sous-production et de surproduction en fonction des besoins solvables exprimés, tel est le sort de l'économie capitaliste et tel est le désespoir des observateurs économiques. "Les théoriciens de l'économie doivent se sentir mal à l'aise quand ils réfléchissent sur ce qui se passe depuis quinze ans... Les économistes ont peu alerté nos sociétés de ce qui les attendait et leur ont mal indiqué la voie à suivre" constate M. Edouard Malinvaud, directeur général de l'INSEE (2). C'est qu'en effet, la prévision économique requiert un minimum de constance et pas une soumission aux modes du moment: dirigisme, libéralisme, économie mixte, ou encore pire, aux caprices des spéculateurs influencés par le moindre bise venant des gourous du genre Henry Kaufman (3) ou Paul Volcker (4). Les placements judiciaires de la cellule financière ont fourni, en 1986, à la société des automobiles Peugeot l'essentiel des bénéfices de la firme. Comment un tel régime pourra-t-il subsister?

## POLITIQUE

par René MARLIN

En réalité les mécanismes économiques sont comme l'aérodynamique à la veille de franchir le mur du son. Une poursuite de l'évolution par accroissement de la vitesse des échanges ici, comme celle des avions là, suppose une modification capitale de la monnaie ici, comme des profils là. Mais les intéressés s'y refusent et l'avion reste en régime subsonique, alors qu'il aurait tout pour franchir le mur du son en toute sécurité.

La comète de Halley est visible de la terre à des périodes fixes, les mouvements des planètes sont calculables et prévisibles à longue échéance. Sans prétendre à la rigueur de l'astronomie, l'économie devrait s'en rapprocher, faute de quoi elle ne peut qu'être un ensemble d'études hypothétiques et d'opinions subjectives. Une science a des lois, certes révisables, mais qui permettent d'augurer d'un effet en fonction de ses causes. Ce n'est pas le cas des humanités et de l'économie. Les termes sciences et politiques ne peuvent pas être associés, j'en suis désolé pour l'école qui porte ce nom. Qu'on ne fasse pas mine de comprendre, toutefois, qu'aucune partie de ces matières, n'est justiciable des méthodes expérimentales et scientifiques. L'économétrie, par exemple, et toute l'application des mathématiques et de l'informatique aux principes économiques est évidemment du domaine de la science.

Mais cette reconnaissance reste cantonnée dans des limites bien précises. Ce qui reste en dehors est l'évolution générale de la production et des échanges et le système qui les régit. L'économie générale n'est pas une science pure et même pas une science du tout. Cela va sans dire, peut-être pour certains, mais beaucoup mieux en y insistant.

Il n'y aurait rien d'infamant à reprendre pour qualifier des recherches largement conditionnées par les convictions philosophiques de leurs auteurs, l'expression injustement délaissée, à présent, d'économie politique. Il

s'agit bien, en effet d'une spécialité essentielle de l'art du gouvernement.

Si l'accord se fait sur cette proposition, le profane ou l'initié ne subiront plus, face à leurs interlocuteurs, la pression résultant de références à la sûreté scientifique.

L'économie distributive n'apparaîtra plus comme un aimable divertissement d'amateurs devant la docte théorie des détenteurs de la science infuse. Elle sera recon-

nue, ainsi que le font déjà quelques penseurs éminents, comme une solution réaliste aux maux de notre temps.

(1) Voir "Regards sur les changes" trimestriel édité par la B.N.P. dans la revue "Problèmes Economiques" n° 2003 du 17 décembre 1986.

(2) Institut National de la statistique et des Etudes Economiques.

(3) Economiste de Salomon Brothers (New-York)

(4) Ancien président de la Banque Fédérale de Réserve des Etats-Unis.

## bloc notes

### ASSOCIATIONS

**SAT-Amikaro**  
67, avenue Gambetta  
75020 Paris

**EDEN**  
*Equipes pour la Diffusion  
d'une Economie Nouvelle :*  
2, rue Berthe de Boissieux  
38000 GRENOBLE

**G.S.E.D.**  
*Groupe des Salariés pour l'Economie  
Distributive, 11, rue St-Vincent-de-Paul  
13004 MARSEILLE*

**C.A.S.H.**  
*Association des Chômeurs et des Précaires  
53, avenue des Gobelins, 75013 PARIS*

**CITOYENS DU MONDE**  
15, rue Victor Duruy  
75015 PARIS

**UNION PACIFISTE**  
4, rue Lazare Hoche, 92100 BOULOGNE

**LIA.CO.FA**  
25, square du Nouveau Belleville  
75020 PARIS

### REVUES

**L'HOMME LIBRE (T)**  
B.P. 205  
42005 SAINT ETIENNE

**SCIENCE CULTURE INFO**  
*Lettre mensuelle publiée par le groupe  
de Réflexion interdisciplinaire qui traite  
de thèmes fondamentaux et transdisci-  
plinaires : l'autonomie et la complexité,  
les mécanismes de l'évolution biologi-  
que, la responsabilité individuelle, etc...*  
**GROUPE SCIENCE CULTURE**  
1, rue Descartes, 75005 PARIS

**FACETTES**  
B.P. N° 15, 95220 HERBLAY  
*La revue écrite par ses lecteurs : les uns  
posent des questions, d'autres y répon-  
dent. Le lien des chercheurs et des  
curieux.*

**LA LUCARNE**  
*Mensuel édité en Belgique*  
11, rue du Monnel, 7500 TOURNAI

**TAM-TAM**  
33, rue de Rénipont  
1328 OHAIN (Belgique)

**INFOR VIE SAINTE**  
127, rue de Fernelmont  
5020 CHAMPION (Belgique)

**VIVRE AUTREMENT**  
57, avenue Denayer  
1190 BRUXELLES (Belgique)



## Valeur du temps et Participat

# VERS L'AVENEMENT D'UNE ECONOMIE DE LA PERSONNE HUMAINE

**D**EPUIS l'automne 1986 un groupe de travail s'est constitué à l'initiative de Y. Bot, Y. Bresson et H. Guitton pour donner suite aux "nouveaux modes de vie" des Entretiens de Chantilly (nov. 85) de la Commission Sociale de l'Episcopat.

Son point de départ a été le scandale de la société contemporaine où règnent à la fois l'abondance et une certaine misère (le chômage). Pour éviter les ruptures qui nous menacent, le groupe a pensé qu'au lieu de parler constamment de la crise et de pratiquer un assistanat qui ne peut que se prolonger à l'égard des chômeurs de longue durée, il convenait de préparer une transformation par une nouvelle distribution des revenus.

Le groupe a examiné avec soin les propositions relatives au partage du travail, mais il a pris comme base les ouvrages de Y. Bresson "L'après-salariat" (Economica 1984) et "Le Participat" (Chotard et Associés 1986).

Les certitudes anciennes, les logiques d'hier ne permettent plus de résoudre les problèmes de demain. En particulier, les événements nous amènent à renoncer au dogme du plein emploi qui a correspondu à une époque dépassée.

Il faudrait non seulement vivre autrement, mais penser autrement. Plutôt que de parler de chômeurs, il serait plus juste de considérer ce que le groupe a appelé les exclus de la société d'abondance et, plus précisément, les exclus du salariat.

C'est dans cette nouvelle optique qu'a été envisagée une allocation personnelle, inconditionnelle et cumulable. Les livres de Bresson en donnent les bases essentielles. Le revenu ne serait plus lié à l'emploi traditionnel.

Jusqu'alors, dans le système actuel, un certain préalable est nécessaire. Il faut être titulaire d'un emploi pour obtenir un revenu

dit primaire. C'est la masse des revenus primaires qui est considérée comme la richesse originelle pouvant faire l'objet d'une redistribution des revenus. Ainsi naissent les revenus de transfert qui forment déjà près de la moitié des revenus distribués. L'idée nouvelle est de faire disparaître ce préalable.

Tout revenu comprendrait deux parts :

1. une part identique pour tous qui serait attribuée à chacun, de la naissance à la mort, du fait même de son existence
2. une part qui se surajouterait à la première et correspondrait à une activité productrice répondant à un besoin réel exprimé.

La première part constitue le revenu de dignité humaine jouant le rôle de filet de protection évitant la misère. Mais il devrait se prolonger pour le grand nombre par le deuxième revenu.

Une autre idée fondamentale est que la première part ne se déterminerait pas par une négociation préalable, comme a pu le prévoir un revenu minimum social. Cette négociation est par nature difficile, voire impossible, quand elle est chiffrée par des groupes différents.

Bresson a démontré (L'"Après-Salariat") que ce chiffrage serait déterminé par la valeur d'usage du temps qui est précisément identique pour tous, techniquement évaluable, indépendamment des évaluations subjectives. Une image a été proposée. Celle des neurones du cerveau, organe aussi complexe que l'économie développée et monétarisée. Chaque neurone reçoit par la circulation sanguine la dose minimale de glucose qui lui permet de conserver son potentiel d'activités tout au long de sa vie. Mais lorsque les neurones s'activent, ils exigent et reçoivent pour cela des suppléments de glucose. C'est ce qui explique la seconde part du revenu.

La réforme proposée est certes difficile. Sans doute dans le groupe des opinions diverses se sont manifestées. Certains étaient prêts à préparer une refonte fondamentale de la Société, d'autres hésitaient à franchir le saut. Tous ont cependant reconnu que la proposition permettrait de fournir les clefs d'un déblocage des problèmes actuellement d'apparence insolubles, qu'elle serait progressivement réalisable par étapes successives. Elle exige évidemment une mutation des mentalités et une éducation indispensable.

Les séances de travail ont permis un accord sur un certain nombre de résultats et de répondre à de premières objections.

Il a été ainsi répondu à celle de la prime à la paresse que provoquerait la distribution du premier revenu. Les méthodes de financement de ce revenu sont en cours d'études et vont demander de nouvelles précisions.

La tâche qui maintenant s'impose est de mettre en œuvre des moyens d'action et de réunir, de fédérer les efforts de tous ceux qui ont déjà pensé dans le même sens. La liste pourra en être dressée. Il faudra songer aussi aux procédés de diffusion.

Ce premier texte voudrait être suivi de plusieurs autres. Pour l'heure présente, il a tenté de dire l'essentiel d'une manière évidemment trop résumée.

Le revenu de dignité humaine se réfère à la distinction de l'individu et de la personne. L'individu correspond à une conception mécanique et atomistique de la Société, tandis que la personne exprime une vocation humaine qui se réalise à travers la durée. Le temps pris comme étalon des valeurs permet précisément de faire face à cette vocation.

Cette dernière pensée explique le titre donné à ce document.

H. GUITTON

## IL NE FAUT PAS NOUS FAIRE PRENDRE DES VESSIES POUR DES LANTERNES

L'EMPRESSEMENT avec lequel nos politiciens et nos pontes syndicaux traitent soudainement du revenu minimum pour tous semble franchement suspect quand notre protection sociale est régulièrement mise en péril au nom de la rentabilité, productivité et autre compétitivité. Les technocrates nous exhortent à imiter les Etats-Unis, le Japon et même la Corée du Sud où, ironie du sort pour eux, les ouvriers rechignent, à présent, à se rendre à l'usine en rangs par deux, au pas cadencé et en chantant l'hymne de leur patron, et non pas à loucher vers des pays où les mesures sociales sont peut-être plus avancées que les nôtres, tels que la Suède ou la Norvège. Il s'agit de se mettre vraiment au travail (pourquoi? On foutait rien jusqu'à maintenant peut-être?) et de ne plus tirer au flanc, déclare sentencieusement le patronat bien qu'il sache pertinemment qu'il y a de moins en moins de travail pour ses salariés puisqu'il continue à pousser la robotisation et l'automatisation dans ses entreprises. Les professionnels de la langue de bois n'admettent pas encore que le plein emploi n'est plus possible et que le chômage ne peut aller qu'en augmentant, mais ils se rendent à l'évidence qu'il est indispensable de fabriquer de nouveaux clients pour que l'économie de marché puisse se maintenir vaillamment.

En effet, ce qui tient le plus au portefeuille du capitalisme, ce n'est pas tant produire que de vendre à tout prix et n'importe quoi pourvu que ça puisse être vendu et procurer un profit quelconque. Mais voilà que les débouchés se restreignent dramatiquement avec une concurrence impitoyable qui s'exerce tandis que les chômeurs réduisent encore les rangs de la clientèle. C'est pourquoi le thème du revenu minimum pour tous fait les choux gras des tenants d'un système économique qui ne connaît que des acheteurs pour survivre. En résumé, lorsque la multi-

tude des salariés s'amenuise, et avec elle celle des clients, il n'y a plus qu'à procurer un revenu de substitution aux sans-emplois pour créer de nouveaux clients, pour relancer la consommation. Mais il faut le dire et le répéter : LE REVENU MINIMUM N'EST QU'UN NOUVEAU PIEGE QUE POSE LE CAPITALISME AUX TRAVAILLEURS. Ce n'est pas du tout un pas en avant vers le socialisme distributif qui, lui, propose un revenu social maximum garanti pour tous et non pas un nouveau subterfuge pour faire durer une économie marchande malade de ses propres contradictions.

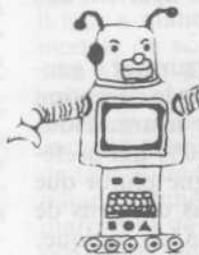
La notion même de revenu minimum est contenue, en germe, dans l'organisation de la redistribution sociale que les travailleurs ont arrachée peu à peu, sous la forme d'un système de protection sociale, pour améliorer leurs conditions de vie tandis que les patronats et gouvernements successifs ne pouvaient, dans le même temps, que lâcher du lest pour désamorcer des situations explosives. Ainsi ont été créés la Sécurité Sociale, les congés payés, les allocations familiales, les indemnités de chômage, de maternité, de formation... qui, s'ils bénéficient au plus grand nombre, sont un excellent moyen de relancer la consommation des foyers. C'est vraiment malheureux mais il faut se persuader que chaque nouvelle mesure sociale n'est pas destinée, en priorité, à soulager les travailleurs mais bien à prolonger la vie du capitalisme en lui procurant de nouveaux clients. Ce qui ne lui coûte, d'ailleurs, rien puisque ce sont les travailleurs eux-mêmes qui financent ces mesures prises, sur leurs cotisations ou leurs impôts !

La société actuelle est une société à plusieurs vitesses où les privilégiés, ceux qui profitent du travail des autres, côtoient les travailleurs, qui auraient tendance à être, de plus en plus, présentés comme des privilégiés eux-mêmes, uni-

quement parce qu'ils "ont la chance" d'occuper un emploi (vous pensez, ma bonne dame, par ces temps difficiles !), et les assistés, ceux que les patrons dégraisent (comme un morcif de barbaque trop grasse !) et à qui l'Etat fait "généreusement" l'aumône, les forçant à vivre des miettes d'un gaspillage gigantesque. Dans ces conditions inégalitaires, il est impossible de concevoir l'attribution d'un revenu minimum (déjà l'adjectif est cruellement restrictif, minimum pour ne pas crever, sans doute?) qui permette aux plus démunis de vivre DECEMMENT, sans crainte du lendemain. Il ne peut s'agir là que d'un palliatif intolérable, d'une nouvelle mesure de charité publique inspirée par l'approche d'élections. Peur d'un soulèvement en masse plutôt que humanisme et amour de la vraie démocratie.

LE REVENU SOCIAL MAXIMUM GARANTI : OUI ; UN REVENU MINIMUM POUR CERTAINS : NON.

PHILIPPE



Dans notre XX<sup>e</sup> siècle, un homme ne trouve du travail que s'il peut en enrichir un autre. Cet autre le congédiera dès qu'il pourra le remplacer par une machine.

J. DUBOIN

("Les yeux ouverts")

Si vous lisez ce journal pour la première fois et que vous voulez nous connaître, n'hésitez pas, écrivez-nous pour plus d'informations... et dites-nous comment vous avez eu ce journal.

Merci !

## LE FÉDÉRALISME

Ce texte extrait de l'article « Athéisme et Politique » publié dans le bulletin n° 11 de « l'Union des Athées du Vaucluse et des environs », qui propose, en outre, de constituer une grande fédération de groupes de même sensibilité ».

**« ACTUELLEMENT, LES PAUVRES FONT VIVRE LES RICHES, MAIS ILS NE LE SAVENT PAS ».**

« Actuellement, les pauvres font vivre les riches, mais ils ne le savent pas ».

Jusqu'à ce jour, tout a été essayé pour gouverner les peuples. La société est complexe et évolutive, c'est vrai, mais aucun système, à notre avis, n'a complètement réussi. Tous les pouvoirs religieux, nationaux, royalistes, impérialistes, colonialistes, fascistes, nazis, capitalistes, communistes, socialistes, libéraux, républicains de toutes tendances, etc... ont échoué, malgré le soutien sans limite de toutes les églises.

Le droit laissé aux superstitions est, avant tout, la cause des échecs de toutes les républiques. Dans toutes les parties du monde, l'émancipation sociale et le désir d'amélioration se heurtent aux croyances.

Beaucoup de personnes, surtout à gauche, ne votent plus, depuis la déception de 1981-1986, et même avant. Nous pensons que les 20% à 30% qui préféreraient aller pêcher à la ligne plutôt que d'aller voter, ne sont pas des gens de droite, mais des déçus de la politique, des dégoutés des combines, et beaucoup d'entre eux pensent que Barre ou Fabius, c'est blanc bonnet et bonnet blanc.

Nous pensons que si les femmes et les hommes d'avant-garde voulaient s'en donner la peine, nous pourrions changer cela.

La solution nous semble simple. Nous l'empruntons à Proudhon, c'est le fédéralisme. En 1992, nous serons une province de l'Europe.

Avant cette date, devant les attaques de la droite contre les acquis de ce dernier siècle et devant l'inertie de la gauche, il n'y a qu'une solution, le Fédéralisme.

Proudhon a dit : « Le XXe siècle ouvrira l'ère des fédérations, ou l'humanité recommencera un purgatoire de mille ans ! »

« A l'aube du 3ème millénaire de notre ère vulgaire, allons-nous enfin comprendre que le fédéralisme n'est point une doctrine, mais une possibilité d'association non étatique, révisable, et évolutive, comme le sont les constitutions des sociétés en état de perpétuelle évolution. »

Les hommes et les femmes de notre pays doivent pouvoir s'organiser comme ils le veulent.

L'Etat actuel, c'est inévitablement la « nomenclatura », cette forteresse de privilèges qui dresse une barrière d'incompréhension entre les hommes et qu'il faudra modifier.

L'administration des choses, c'est la structure économique du Fédéralisme, cela nous conduira à l'économie distributive défendue depuis 1934 par Jacques Duboin.

Le Fédéralisme n'a pour but que de distribuer équitablement la production, en laissant à chacun sa liberté de choisir. Ainsi chacun aurait l'assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui ; cela permettrait aux hommes d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point, pour accéder à une véritable libération : c'est la grande relève de l'homme par la machine qui cesse d'être sa concurrente, pour devenir sa servante.

La théorie fédéraliste s'avère plus humaine, plus équitable, que le désordre actuel.

Par ses organes coordinateurs (et non directeurs) le Fédéralisme laisse aux

individus comme aux peuples leur responsabilité. Le système politique actuel est remplacé par un système administratif puisqu'il ne s'agit non plus de gouverner les hommes, mais d'administrer les choses, en mettant l'homme ou la femme qu'il faut, à la place qu'il faut, c'est-à-dire, en désignant partout où s'exerce l'activité humaine, les plus dignes et les plus capables.

La psychologie fédéraliste, c'est de rendre autrui capable de penser et d'agir pour soi, d'avoir l'entière faculté de se conduire pour et par soi-même, d'évoluer, de se développer, selon son déterminisme personnel, sans avoir à rendre compte qu'à soi-même de ses faits et gestes.

Le Fédéralisme incarne l'esprit de résistance et d'objection de conscience à l'état permanent, par son mépris de la domination de l'homme et des collectivités sur l'individu. Dans l'environnement pollué de la société actuelle le Fédéralisme représente pour l'individu un moyen de vivre une vie plus large en multipliant ses jouissances et en diminuant ses peines. Le Fédéralisme est une grande richesse pour chacun de nous.

C'est une association de défense des libertés essentielles de conscience, d'expression, liberté de faire ce qu'il nous plaît sans vouloir empiéter sur la liberté des autres.

La solidarité économique et sociale pour chacun, et la liberté de tous, sont incompatibles avec la hiérarchie actuelle.

Il faut que les républicains comprennent que cette transformation de la société doit entraîner la fin des privilèges, des monopoles, et des pouvoirs constitutionnels actuels.

## LA DERIVE DE

# L'ECONOMIE SOVIETIQUE

par Henri MULLER

**A** en juger par le gigantisme de ses réalisations, par ses performances en matière industrielle, sociale et culturelle, par le haut niveau de la formation et de la recherche, l'économie soviétique semblait en bonne posture pour aller de l'avant. Les publications vantaient la sécurité du revenu, l'accroissement constant des pouvoirs d'achat dans la stabilité des prix obtenue au moyen d'une habile mise en place des fonds sociaux de consommation, fonds prélevés sur la collecte des profits.

Et puis, soudain, le ton change. Bureaucratie, laisser-aller, manque de conscience paralysent le progrès technologique. Paresse, ivrognerie, stagnation des taux de croissance, médiocre qualité des biens courants, insuffisance de la production destinée aux foyers, fonctionnaires corrompus, il faut redresser la barre. Et voilà qu'on privatise le profit au niveau de l'artisanat, du petit commerce, des coopératives et des services, que l'on délègue aux banques, un pouvoir de décision en matière d'octroi du crédit. Désormais, la rentabilité prend le pas sur l'utilité. Pour les gérants des entreprises, responsabilisés, l'efficacité financière devient le maître-mot, associé à la compétitivité. L'autonomie rendue aux entreprises, l'Etat privé de l'essentiel de ses recettes doit réduire sa tutelle, borner son rôle à celui d'un contrôleur.

A l'Etat oppresseur vont ainsi se substituer une nuée de "négriers" après au gain, soucieux de profits, libres de fixer leurs prix, sanctionnés par la faillite et ce qui s'ensuit, exploitant à leur tour leurs personnels et les consommateurs. Sans doute subsiste-t-il un important secteur socialisé où le plan fait la loi, un secteur où, cependant, les multinationales se manifestent dans d'étranges opérations de coproduction, leurs intérêts étroitement mêlés à ceux de l'Etat soviétique, autorisées désormais à reporter non plus seulement leur part de production, mais aussi leurs profits.

A l'ancien système qui permettait d'approvisionner à bas prix l'ensemble de la population, succède la dure loi du marché, celle de l'offre et de la demande. Devenue fléau, l'abondance sera combattue comme elle doit l'être dans l'aire du capitalisme occidental, producteurs et marchands s'enrichissant à la mesure du rationnement imposé par les prix à la multitude.

En se privatisant, le profit accuse son rôle pernicieux : création et aggravation d'injustes inégalités, ségrégation sociale et lutte des classes, moindre intérêt pour les projets à caractères social ou culturel dénués de rentabilité. La concurrence s'installe avec ses gaspillages de moyens, de ressources et d'emplois. Elle s'accompagne d'un climat d'insécurité, de migrations de la main-d'œuvre, de ruptures avec le milieu, de tous les ingrédients de cette *struggle for life* qui mobilise une part si importante d'efforts soustraits à la production pour courir après l'argent. Mots-clés, compétitivité, efficacité financière, initiative individuelle, figurent pareillement au tableau d'honneur de la "restructuration", présentée comme nécessaire à la modernisation. S'il est vrai que la modernisation implique un accroissement des échanges internationaux, la pratique du troc n'a-t-elle pas, à ce jour, procuré aux Soviétiques les technologies de pointe, les équipements les plus performants, notamment en matière de robotique, d'informatique ?

Il semble que ce reniement de l'efficacité du socialisme soviétique, que ce démantèlement de ses idéaux soient en réalité la conséquence de l'implantation des multinationales dans les pays de l'Est. N'étant parvenus ni à faire aboutir leurs projets de reconquête, ni à décapiter l'idéologie marxiste léniniste, nos "Trilatéraux" (1) ont choisi d'en corrompre le contenu doctrinal, d'introduire le ver dans le fruit, comptant n'en faire qu'une bouchée grâce à une science consommée des manipulations du marché, à leur maîtrise des mouvements monétaires. Et voici le Premier soviétique souscrivant aux exigences des multinationales, confessant ses erreurs, annonçant urbi et orbi cette restructuration économique destinée avant tout à transformer le capitalisme d'Etat en un social capitalisme mi-privé, mi-mixte, assez proche du capitalisme occidental, mieux apte, en adoptant ses règles, à développer les activités lucratives des entreprises étrangères implantées en territoire soviétique.

Il fallait, en effet, mettre un terme au dumping des pays socialistes sur les marchés extérieurs, rétablir la vérité des prix, convenir de nouvelles normes de cohabitation. Voilà qui est fait. Les autorités soviétiques se répandent en discours-fleuve, expliquant qu'il s'agit non pas d'un recul du socialisme, mais

d'un bond en avant. Ils sèment les germes d'une interminable querelle. En décentralisant la gestion du profit, en la confiant à une multitude de gestionnaires, non seulement l'Etat s'ampute d'un instrument indispensable à sa politique, mais, exposés au risque de l'échec financier, les gestionnaires sont enclins à se comporter à l'égard de leurs personnels, en patrons de droit divin.

Licenciements, envol des prix, insécurité, est-ce pour en arriver là, au démantèlement des acquis de leur socialisme, que les Soviétiques auront subi, durant trois quarts de siècle, de pareilles privations, le joug d'une dictature acceptée dans la perspective de lendemains qui chantent ?

La population, victime de cet envol des prix, va payer cher ce retour partiel au capitalisme des artisans et des boutiquiers.

L'économie soviétique a fait un faux pas, s'engageant sur la mauvaise voie. Conscients de la nécessité d'accélérer la machine à produire et à distribuer, les responsables ont choisi le pire des moyens. Comment, après avoir tant et tant disserté sur l'amoralité du profit, dénoncé le capitalisme comme le mal absolu des sociétés, ont-ils pu abjurer leur foi, se laisser pareillement abuser ?

Il leur a manqué d'être informés d'un modèle de société à monnaie de consommation (2). En l'adoptant, ils faisaient franchir au développement, à la croissance des services et des biens, un bond bien supérieur à celui attendu de tout autre formule, éliminer les gaspillages inhérents à l'économie de marché et de concurrence, effacer les obstacles dressés par le profit à l'essor des initiatives, aux vraies libertés.

Faux pas d'autant plus regrettable, qu'ayant déjà socialisé production et distribution, barémé tous les revenus, assuré ses échanges avec l'extérieur, l'Union soviétique avait accompli les trois quarts du chemin qui l'eût amenée, sans coup férir, au rang de leader d'une formule socialiste libérée de ses tares, offerte en exemple aux autres nations.

(1) Les membres de la Commission trilatérale, état-major politique des multinationales et de leurs banques.

(2) Cf « Projet de société pour demain » (META n° spécial décembre 1982).

« Demain l'An 2000 » (réédition de « L'An 2000 » publié chez Plon 1965).

Aujourd'hui, une révolution monétaire. Demain une révolution économique » (La Grande Relève, n° 838, octobre 1985).

## INITIATIVE

Notre ami André Liaume a écrit au journal « La Croix » à propos du commentaire de Serge Dumartin, intitulé « La longue marche de Philippe Séguin », relatif à la nouvelle situation de l'emploi. Voici cette lettre telle que le journal « La croix »

### L'impossible plein-emploi ?

*Comme vous, je voudrais aider Philippe Séguin dans sa longue politique à avoir le courage de dire : « Plus jamais nous ne retrouverons le plein-emploi.*

*Cette évidence échappe (volontairement sans doute) à tous les autres, de droite comme de gauche, parce qu'ils ont peur de la vérité, effrayante à l'électeur moyen. Alors, ils invoquent la croissance, née de la modernisation par l'investissement, sans oser dire que la modernisation « libère » de la main-d'œuvre et accroît le chômage. Bien sûr, à long terme, disent-ils, l'équilibre viendra. Ils savent bien que c'est faux.*

*L'ère postindustrielle est close. Nous sommes à l'ère du « temps disponible » entrevue il y a cent trente ans par Karl Marx (Inédits 1857-1858, Pléiade 2, page 308) et affirmée par Jacques Duboin et son école dès les années 30 du XXe siècle.*

*Dominer le temps disponible et redonner aux chômeurs leur signification (Paul Ricœur) dans notre société de technologie de plus en plus pointue est une tâche difficile, de longue haleine mais exaltante s'il en est.*

*Je crois en une idée lancée par Henri Guitton et reprise par un certain nombre de chroniqueurs de LA CROIX l'Evènement pour amorcer une recherche utile.*

— Séparer la notion de revenu de la notion de travail (rentable) ;  
— Associer le droit au travail prévu dans la Constitution à l'obligation d'une activité utile à la société des hommes (non rentable au sens monétariste) est un horizon accessible. Pas tout de suite hélas ! mais après une longue marche. Plus tôt on prendra le départ, plus vite on arrivera.

(extrait de « La Croix » du 24 août 1987)

#### BULLETIN DE COMMANDE (à compléter)

M ..... demeurant .....  
..... vous adresse par  
chèque ..... la somme de ..... F  
se décomposant ainsi :

..... F pour abonnement à dater de ..... 19 .....

..... F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».

..... F pour recevoir ... tracts (à 12 F le cent)

..... F pour recevoir ... ex. (à 10 F) du N° spécial « J. Duboin »

..... F pour recevoir ... ex. (à 15 F) du N° spécial « Pour les Femmes »

..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin

..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Les yeux ouverts » de J. Duboin

..... F pour recevoir ... ex. (à 79 F) des « affranchis de l'an 2000 » de M.L. Duboin

..... F pour recevoir ... ex. de « L'économie libérée ».

..... F pour recevoir ... (à 5 F) du N° en bandes dessinées

Règlement à l'ordre de la Grande Relève par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.

#### AUX ESPERANTISTES

L'Association S.A.T. Sennacicca Asocio Tutmonda (Association anationale mondiale) a tenu son congrès annuel à Boulogne-sur-Mer du 22 au 29 août 1987 devant 400 participants de 21 pays. Le but de cette association est d'employer l'esperanto afin de faciliter les relations internationales des organisations ouvrières.

Chaque tendance a le droit d'organiser une fraction pour diffuser ses propres idées. Il existe une fraction abondanciste (Abondana Frakcio) qui a besoin de renforts. Avis à nos lecteurs !

Dans son numéro d'août-septembre 1987, la revue espérantiste SAT AMIKARO vient justement de publier la traduction d'un article de René Marlin publié en février 1987 par la Grande Relève.



#### SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

J. Neufville : 30- Melle Lachapelle : 130- Mme Lahens : 300- Mme Gaidou : 420- Melle Wagner : 10- A.DEREPAS : Mme Collet : 30- Mme Bargas : 41- Boulengier : 70- H.Schultz : 20- Villiot : 20- Niquet : 70- J. Robert : 70- J. Escalettes : 40- M. Lemoine : 20- R. Esson : A. Paklepa : 20- Mme Thiebaut : 500- Mme Luce : 500- E. Hubert : 120- R. Somers : 80- R. Toussaint : 20- Para : 40- P. Louis : 70- Mme Bour : 120- Antoniuk : 70- A. Lemur : 40- R. Claudstre : 80- R. Bailleux : 120- C. Pellet : 170- J. Ménager : 120-

**Total : 3 501 F**  
**MERCI A TOUS**



La télématique est à l'ordre du jour. C'est un outil efficace dont les abondancistes n'ont aucune raison de se priver. Bien au contraire, n'oubliant pas que sans le progrès technique, la nouvelle économie serait inconcevable, plusieurs d'entre nous ont proposé de se servir de cet instrument afin de progresser et peut-être de préfigurer ce que pourrait être la société future. Nous avons déjà donné un article sur le Centre de Partage Télématique des Décisions (C.P.T.D.) dans notre n° 854 de mars 1987. Bien que pas forcément d'accord sur la manière souvent emphatique de présenter ce nouveau centre, nous publions de nouveau ci-dessous l'annonce du début de son fonctionnement. Nous nous réservons bien entendu l'opportunité de décrire également d'autres initiatives analogues.

## POUR PARTAGER L'ABONDANCE DES MACHINES INTELLIGENTES!

par Thierry LAFRONDE

L'ORDINATEUR est une machine. Elle répète vite et bien les instructions programmées à partir des données qu'on lui fournit. La cause de sa bêtise est "structurelle": sa mémoire est adressable.

Une mémoire adressable est une suite de casiers numérotés où l'on place des informations (lettres, nombres, morceaux d'images). Pour les retrouver (ou connaître leur nature), il faut savoir où on les a mises. De telles mémoires ne peuvent travailler qu'après l'action intelligente de l'homme nommé analyste-programmeur.

— L'analyste découpe l'univers sensible en classes d'objets (entreprises par exemple) avec leurs sous-classes (employés...) et sous-sous-classes (noms, adresses, âges, etc...). Il affecte des zones de mémoire ( $No \times à y$ ) à chaque classe (nature d'information), et à l'intérieur autant de sous-zones qu'il prévoit d'éléments de cette classe.

— Le programmeur écrit la suite d'opérations que doit exécuter l'ordinateur: prendre les éléments successifs de zone A, correspondant au critère de zone B; les multiplier par ceux de zone C; les mettre en D (éventuellement zone imprimante), etc... Il stocke le programme en zone E et commande le départ à l'adresse  $E + n$ .

La mémoire associative, ou de "type humain" permet d'éviter tout ce travail. On peut lui entrer toutes les données "à la file". Sa fonction de recherche exhaustive lui per-

met de retrouver directement parmi ces données entrées, les relations statistiques entre les images ou mots mémorisés. Elle possède donc une "représentation interne" de l'univers que l'on peut interroger comme une mémoire humaine. Si elle inscrit à mesure les questions posées, le temps mis à répondre, l'appréciation de l'homme sur la réponse, sa fonction de recherche lui permet de retrouver le programme optimum, suite déjà vue à partir de l'expression d'une question semblable. La mémoire associative est l'inverse de l'adressable:

Pour la première, la donnée d'entrée est une séquence d'informations détectée par des capteurs... le résultat est l'ensemble des adresses où ces informations sont déjà stockées (table d'index correspondantes) avec en plus les nombres de ces adresses, et l'accès à tous les objets « voisins » dans le temps et/ou l'espace... et au nombre de liaisons observées entre elles.

Pour la 2<sup>e</sup>, la donnée d'entrée est l'adresse... le résultat est l'ouverture du casier N pour y mettre une information ou la retrouver.

Un type de fonctions de plus est indispensable pour filtrer les informations, et n'en conserver que les "utiles". Ce sont les fonctions de "codification" ou de reconnaissance et invention de "concepts". Les fonctions de recherche dans une mémoire associative permettent justement cette sélection par questions successives ou simultanées (millions de processeurs en parallèle).

On peut programmer l'ordinateur pour ce type de recherche, mais il n'est pas conçu dans ce sens. Des mémoires associatives de masses sont simples à réaliser, dont les rapports coût/performance seront des millions de fois supérieurs.

Ces outils, mis enfin au service de tous par minitel, analyseront, grâce à toutes les questions posées par les gens, notre univers commun pour nous en restituer les lois. Apprenant les rapports œil-main, des robots à mémoire associative nous délivreront enfin, des tâches dites « manuelles »... donneront à chacun le savoir intégré de tous.

Ces machines intelligentes devraient depuis longtemps déjà être chez nous, s'il n'y avait pas les blocages de la peur engendrées par notre système économique actuel!

Nous pouvons, dès maintenant, créer des "Centres serveur Minitel" (comme le fait actuellement le CPTD et son promoteur Marc Handrick) qui reconstituent une mémoire commune où il est inscrit les connaissances, l'histoire, les besoins, les aspirations, les projets, les compétences, les disponibilités... de chacun d'entre nous suivant son enthousiasme.

Cet outil télématique permet d'ouvrir le dialogue direct de chacun avec l'ensemble comptable des gens, en tant que consommateurs farouchement intéressés au progrès (diminution des peines pour obtenir un bien-être supérieur), et non plus en tant que corporation farouchement menacée par ce progrès!

A mesure que le nombre de ces "Centres-Serveur-Minitel" se développeront et qu'il s'établira entre les utilisateurs de nouveaux rapports (échanges conviviaux), le système économique-marchand sera court-circuité progressivement. Ces nouvelles relations entre les individus sont possibles car l'information est contradictoire, comparative, classée statistiquement, signée, et donc contrôlable afin de retrouver la solution optimale en chaque occasion.

Nous nous libérerons de notre dépendance à l'argent, à mesure que notre dialogue s'enrichira et couvrira de nouveaux domaines de production : c'est le partage de l'abondance !

Le contexte dont nous sortons était lié à cette loi : concurrence et domination ! Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous avons une richesse à partager : en 5 milliards qui ne se divisent pas mais se multiplient au partage ! Si chacun donne une information à une mémoire commune à tous, il en reçoit 5 milliards, non pas isolée mais intégrée et accessible au niveau des lois.

Dans un pareil contexte, chacun prendra très vite conscience :

- qu'il devient plus facile de dominer la machine que les hommes pour avoir plus de bien-être.
- que la liberté et la différence des autres, loin d'être à craindre, deviennent notre expérience à chacun et nous font gagner des libertés supplémentaires.

Quel fantastique outil de dialogue pour les distributistes, abondancistes... et autres bonnes volontés pour rassembler leurs énergies, s'entraider et pourquoi pas démarrer une économie parallèle ? (voir une version actualisée du projet Hunibelle...). Ne serait-ce pas l'outil de transition tant recherché ?

Alors, nous remplacerons l'angoisse par l'espérance, la peur par la confiance, la concurrence éliminatrice par la coopération constructive, la violence par l'harmonie, les guerres par la paix, l'autorité par la concertation, la maladie par la santé, la "formation" par l'information intégrée et contradictoire, la mort par la vie... !

## L'ABONDANCE ! ?

*Les affamés regardent les montagnes  
de beurre, de céréales, de fruits,  
de poudre de lait et de viande...  
de tant de richesse « d'excédents »  
et ils se demandent le pourquoi.*

*La misère regarde l'abondance,  
l'abondance regarde la misère  
et l'une et l'autre ne comprennent pas  
le pourquoi de telle aberrance ?*

*Les avertis le savent bien  
et c'est la vérité dure à dire :  
les misères apportent les profits !  
Quand dirigeants et dirigés  
vont-ils pouvoir se réveiller  
et œuvrer dans l'intelligence  
pour distribuer l'abondance ?*

Albert CHANTRAINE

## DES CHIFFRES

En RFA, le nombre total des heures travaillées dans l'économie a —malgré un fort accroissement de la population active salariée— baissé de 27% en trente ans (dont 20 résultent de la réduction de la durée du travail et 7 de la contraction de l'emploi en dix ans). Dans le même temps le produits nationale brut de la RFA... a triplé !

Compte tenu de l'accélération des gains de productivité et de la faible croissance économique à prévoir il faudrait d'ici la fin du siècle, un nouvel abaissement d'environ 30% de la durée totale de travail (celle-ci étant réduite à une moyenne de 1 000 à 1 200 heures par an) pour que tout le monde puisse travailler....

(chiffres indiqués par A. Gorz).



Résultats des calculs de la revue américaine « Newsweek » à propos des « surplus » de la CEE :

— On pourrait sculpter le gratte-ciel « Empire State Building » dans le bloc des excédents de beurre.

— Avec le lait en poudre stocké, on pourrait édifier sur le Colisée de Rome une tour de plus de treize kilomètres de haut.

(envoi de Pinoche).

# VERS LE PARTAGE DE L'ABONDANCE

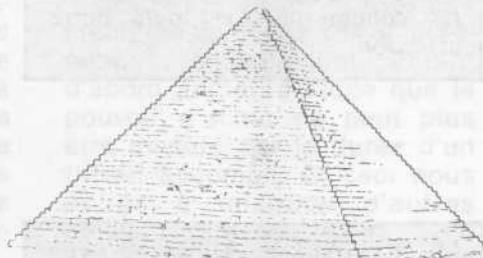
par Charles CHILARD

L'IDEAL serait de partager l'abondance entre tous les hommes. Nous sommes quelques-uns à croire que c'est possible, si on le "veut". Ceci grâce à un "Revenu Social Personnalisé" qui permette de répartir les denrées et produits de consommation courante actuellement surabondants (et qui pourraient être accentués encore). Ceci au moyen d'une monnaie fondante, que les Etats doivent pouvoir attribuer à chacun selon ses besoins. Pour les dépenses d'équipement, une "rente" annuelle devrait aussi être consentie à tout individu. C'est la base d'une "Economie Distributive".

Utopie disent les uns. Mais que d'utopies sont devenues "monnaie courante" depuis moins de 100 ans ?

Comment parvenir à cette "économie distributive" ? La "Grande Relève des Hommes par la Science" en a donné, depuis Jacques Duboin, toutes les possibilités. Je pense qu'il faut continuer cet excellent "discours".

Mais il y a beaucoup de gens à convaincre et qui ne veulent pas croire qu'on peut "gagner" sa vie, sauf par un certain travail ou des "revenus" sûrs apportés par des actions ou obligations, plus ou moins boursicotées.



Volume des surplus de céréales : sept fois et demi la pyramide de Chéops.

Même les partis politiques et les syndicats n'entrevoient que de loin l'attribution d'un Revenu Social garanti pour tous. J'ai moi-même tenté de sensibiliser le Parti Socialiste et le Syndicat "Force Ouvrière" de cette "réforme" des moyens de concevoir la vie collective et distributive. En vain !

Alors, il faut, sauf surprise d'un revirement majoritaire sur nos thèses, envisager des "formules transitoires", telle, par exemple, celle de reverser aux chômeurs une allocation mensuelle de 5 000 F pour tous, par mois. J'ai calculé que pour 3 millions de chômeurs, cela représenterait une dotation annuelle de 180 milliards de francs. Comment réserver cette somme sur le budget de l'Etat français ? Eh bien, n'est-ce pas le produit de l'impôt sur les Revenus ? (dont 80 % sont versés par 20 % des redevables les plus aisés). L'impôt sur les revenus de ceux qui ont la chance d'en avoir (des

revenus) ne doit-il pas être reversé à ceux justement qui n'en ont pas assez ?

On pourrait ainsi trouver des économies, par suppression des aumônes et allocations versées aux sans-emploi. On pourrait diminuer certaines dépenses d'armement et de "prestige". Et, à la rigueur, on pourrait rétablir un impôt sur les grandes fortunes ou, mieux, augmenter les droits de succession des nantis.

Certes, ce que je pense n'est peut-être même pas réalisable, en entier, tout de suite, mais le moins qu'on devrait faire serait de se pencher sur cet important problème : comment répartir, équitablement, la surproduction actuelle (et future) étant donné que "l'enrichissement" général ne fera que s'accroître, tandis que le "travail des hommes", lui, décroîtra ?

Il faudra bien une "sagesse moderne" pour éviter les mauvais effets du surarmement, les "bonnes fortunes" des multinationales, et la répartition entre toutes les ethnies de l'Abondance qui nous "guette".

Tous les jours, il y a des "révolutions" industrielles, il faut adapter la "manne" qui s'accumule (et que l'on détruit parfois) pour distribuer à 10 milliards d'individus (bientôt) de quoi "vivre" et "s'épanouir".

*Puisque, de tout temps, les privilégiés ont vécu du travail des "autres", pourquoi les "autres" ne pourraient-ils pas vivre du travail des machines ?*

*Non seulement le plein-emploi n'est plus nécessaire, mais il est devenu impossible à l'ère des robots. C'est donc le plein-emploi des machines que nous devons réclamer et le MAXIMUM VITAL en tant que revenu gagé sur la PRODUCTION MAXIMALE des machines.*

Jacques DUBOIN (Les yeux ouverts)

**U**N texte extrait de la tribune des lecteurs du journal LA CROIX daté du 20 août 1987 révèle que l'idée de revenu social garanti (RESOG) fait son chemin et fait réfléchir sur la façon concrète d'y arriver.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de faire deux catégories de citoyens : les nantis, notamment parce qu'ils ont un emploi rentable bien payé ; et les paumés parce que trop jeunes, trop vieux ou sans grands moyens physiques ou intellectuels, que l'on assiste par une aumône parcimonieuse...

Il s'agit d'assurer à tous, de la naissance à la mort, un revenu vital minimum, non thésaurisable : en contrepartie, chacun fournirait à une période de sa vie un service social (qui peut être sa profession s'il a la chance d'en avoir une) utile à la société, même si ce service n'est pas immédiatement rentable.

Nous aboutissons donc (provisoirement peut-être) à deux monnaies :

— celle capitaliste actuelle qui permet l'acquisition de biens (maison, auto, etc...)

— celle dénommée RESOG (revenu social garanti) accordée à tous mais non cumulable (carte à puce par exemple rechargée chaque mois à son maximum sans cumul) qui permet l'accès à tous les produits surabondants de grande consommation honteusement gaspillés actuellement.

Qui paiera ? Que nos économistes étudient les ressources énormes des allocations (chômage, familiales, personnes âgées, etc...) qui n'auraient plus raison d'être. Evidemment, un astucieux utilisera d'abord sa carte RESOG et tant mieux car il utilisera ainsi les surplus.

Il faut réfléchir : nous pouvons certainement réorganiser la distribution équitable des richesses de notre agriculture et de nos industries dans l'intérêt de tous.

P.R., 44190 Clisson



Nous apprenons avec tristesse la disparition de Madame Rousseau, épouse de notre fidèle ami.

Nous prenons part à la peine de notre ami et lui exprimons nos plus sincères condoléances et toute notre affection.



M. REGALDY Albert, 5, rue Eugène Cotton 95340 PERSAN serait désireux d'entrer en relation avec des personnes habitant sa région afin de discuter de l'économie distributive.



Lu votre dernier numéro. Le courrier : OUI! OUI! des autocollants, parfaitement ... On arrive à un prix très bas, et je vous en achèterai au prix de grès ... Je vois des slogans de M. Duboin, une phrase courte, toujours, et qui frappe ! à mettre dans les facultés, sur les panneaux de petites annonces, sur le sac au dos ou le sac à main, sur les panneaux d'affichages électoraux, sur le bulletin blanc de certains d'entre nous ...

Je l'imagine jaune-fluo, avec gros caractères noirs.

Un jeu de cinq ou six slogans différents.

J'ai aimé le ton "populaire" de l'article de Pinoche qui est très clair.

Par contre, dans votre traduction du Basic Income European Network (est-ce l'effet de la traduction, ou bien ont-ils écrit ça ? ?).

P. 10.4 : Barbara Nelson a dit : "Les femmes ne sont pas des citoyens naturels dans les démocraties libérales occidentales". Les femmes sont des citoyennes, et pas des Monsieur la Ministre, ou Madame le Directeur, etc... le Naturel n'est surtout pas propre aux femmes ; elles sont devenues culturelles, mais elles n'ont pas grand-chose à faire dans ce monde créé par les hommes.

Même sujet : p. 11, fin de la

colonne de gauche : "Ainsi, par exemple, dans la lutte pour les droits de la femme, il ne devrait pas s'agir tellement d'octroyer aux femmes tous les droits moulés sur la vie des hommes, mais bien de leur donner le droit à la participation totale, dans le respect de leur spécificité" !!!

La femme (passons) nous voulons précisément avoir les mêmes droits que les hommes, déjà dans leur monde actuel quitte à ne pas en user... Un droit n'est pas une obligation.

Et notre spécificité n'est certainement pas comme l'article le laisse entendre de manière un peu "ringarde" une féminité dans les rôles imposés à nous par le monde des hommes. La seule spécificité serait celle des féministes qui désirent un tout autre monde.

Les plus réformistes voulant bénéficier au moins des droits qu'ont actuellement les Hommes...

L'autre courant : radical, espérant qu'à travers ces droits, ou au-delà, nous puissions faire advenir une autre existence, une autre éthique. Le ton paternaliste et confus de ce passage nous laisse pantoises : on ne demande surtout pas la charité pour être leurs semblables. Ni de traitements particuliers pour mieux laisser s'épanouir une "spécificité" du style : fragile, douce, bonne, dévouée, maternelle, sex-symbol, infirmière, cuisinière, ménagère, etc... Et tout ce que ces vieux messieurs induisent à partir d'une petite différence biologique qui n'en implique pas tant.

Plus loin : "Le revenu de base garanti" le terme me convient assez.

P. 12 : ce n'est pas culturellement que la dissociation du travail et du revenu est désirable !!! ça a des implications autrement importantes.

"Le droit au travail, qui n'aurait plus qu'une valeur morale.

Nous voilà avec l'allocation universelle (? c'est bien eux ?) loin de l'Economie distributive, où le reste de travail serait une obligation et non un droit, et surtout pas une "valeur morale" !!! mais une nécessité sociale minimale.

Plus loin encore : "Taxer plus lourdement les heures de travail prestées au-delà des 20 heures". Nos idées ne sont pas de faire des heures sup. en douce...

D.D. Paris.

# résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20<sup>e</sup> siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des

hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à tout ce que les robots fabriquent pour **tous**.

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre,

mais ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :

## L'économie distributive

**Le travail :** même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir**, celui de participer, et un **droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

**Les revenus.** Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **revenu social** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

**La monnaie :** Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas**. C'est une **monnaie de consommation** qui

s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins. Les **investissements**, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer ; il n'y a donc pas d'impôt et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins**, la **compétitivité** fait place à la **convivialité**.

# PAS DE PANIQUE!

scénario : gédé

dessin : isa python

La suite des aventures de Théodore, fils de faux-monnaieur, contées par sa petite sœur, Anne-Sophie

